

Article 21 du Règlement

Il y a plus de 15 ans, monsieur le Président, que la politique extérieure du Canada n'avait été révisée et, quand on sait la mutation profonde qui s'est opérée dans notre pays ces dernières années, il va de soi qu'un nouveau gouvernement aborde d'un œil nouveau ses relations avec le reste du monde. Depuis 1970, notre économie n'a cessé de décroître à un point tel que notre gouvernement a hérité, en septembre 1984, d'un déficit énorme qui hypothèque lourdement notre développement économique. Cette période de décroissance économique aura servi à nous démontrer à quel point notre pays et son économie sont de plus en plus dépendants des autres pays. Parallèlement à ce déclin économique, le Canada a perdu de son influence politique auprès des autres pays.

Faire des choix et déterminer le type de relations privilégiées que nous voulons entretenir avec les autres pays afin de stimuler notre productivité et assurer notre sécurité, tel est l'exercice auquel nous convie le Livre vert. Cet outil de réflexion et de consultation a reçu un accueil enthousiaste de la part des spécialistes de la politique internationale.

Finalement, monsieur le Président, je demande humblement aux chefs des partis d'opposition à la Chambre, bien que je conçoive que le principe de la consultation les excède au plus haut point, de cesser leur valse hésitation et d'offrir leur participation à la formation du comité mixte qui aura pour but de recueillir l'opinion des Canadiens sur le Livre vert, ce qui devrait être beaucoup plus constructif et positif que les critiques entendues . . .

M. le Président: A l'ordre! Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est écoulé. L'honorable député de Cape Breton-The Sydneys (M. MacLellan) a la parole.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE**LES PRIX DU PÉTROLE—LA POSITION ADOPTÉE PAR LES MULTINATIONALES**

M. Russell MacLellan (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur le Président, je prends aujourd'hui la parole pour dire aux Canadiens que le gouvernement s'est fait rouler. Il a cédé aux exigences des multinationales en échange de nouveaux investissements, mais il en est sorti perdant.

Trois des cinq grandes multinationales ont fait savoir que même compte tenu de l'argent que le gouvernement leur a donné, elles veulent davantage. Le président de Gulf Canada, Keith McWalter, a en effet déclaré ceci: «Il faudra des prix réels du brut plus élevés dans les années 1990 pour justifier la mise en valeur de nouveaux gisements». Mais en mars, la ministre de l'Énergie nous a dit que l'on avait répondu à ses prières.

Le président de Texaco Canada, James Dunlap, a déclaré que la politique fiscale fédérale à venir contribuera à déterminer l'ampleur et la nature des nouveaux investissements. Il

attend de connaître le budget avant de dépenser davantage d'argent, et ajoute: «Les meilleures décisions d'affaires seront prises en fonction des forces du marché plutôt que de la réglementation gouvernementale». Mais la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney) nous a prédit la création de 300,000 emplois parce que l'industrie avait toujours investi dans le passé. Elle a oublié de penser aux prix.

Le président de Shell Canada, Jack MacLeod, a déclaré ceci: «Nous craignons surtout que les gouvernements et le public fondent de trop fortes attentes sur la rapidité de la reprise. Il faut redresser les bilans, et les nouveaux projets à long terme doivent avoir une meilleure rentabilité».

La ministre de l'Énergie nous a assuré que les sociétés pétrolières lui avaient promis d'investir davantage si elle supprimait les taxes. Mais les pétrolières veulent maintenant davantage de concessions fiscales et des prix plus élevés. Le gouvernement s'est fait rouler, et ce sont les consommateurs qui en feront les frais.

* * *

LE MULTICULTURALISME**ON CONDAMNE LES PRÉJUGÉS ET LE RACISME**

M. Gus Mitges (Grey-Simcoe): Monsieur le Président, l'une des conférences fédérales-provinciales les mieux réussies s'est tenue la semaine dernière à Winnipeg. Je veux parler de la conférence fédérale-provinciale sur le multiculturalisme. C'était la première fois qu'une conférence de cette nature avait lieu au Canada mais, étant donné les progrès réalisés à Winnipeg, il y en aura d'autres à l'avenir.

Grâce à son vif intérêt pour la conférence et au travail consciencieux qu'il y a accompli, le ministre d'État au Multiculturalisme et député de Lisgar (M. Murta) a fait avancer sensiblement la cause du multiculturalisme canadien en donnant le ton et en insistant sur le fait que le multiculturalisme est l'affaire de tous, quels que soient notre origine, la couleur de notre peau, notre langue ou notre religion.

Il nous reste sans doute d'autres étapes à franchir au Canada dans notre lutte contre des pratiques que la plupart des Canadiens répudient, mais que quelques-uns s'acharnent à répandre et à promouvoir, notamment la discrimination pure et simple, les préjugés sociaux et le racisme, pour justifier souvent les motifs douteux et obscurs qui les poussent à s'en prendre méchamment et sans raison à leurs concitoyens de même qu'à des étrangers.

Si les provinces, le gouvernement fédéral et le ministère d'État au Multiculturalisme continuent à collaborer et, ce qui est tout aussi important, monsieur le Président, si nous adoptons des attitudes qui nous incitent à traiter nos semblables comme on voudrait qu'on nous traite, notre pays pourra s'épanouir davantage et s'ouvrir encore plus aux autres, en même temps que les Canadiens considéreront leur prochain avec encore plus de compassion et de compréhension.